

Rwanda : polémique à tombeaux ouverts

« **P**ARTICIPATION de la France à la préparation et à l'exécution du génocide. » Aussi habile tacticien que peu démocrate, le président du Rwanda, Paul Kagamé, n'ignorait pas le tsunami qu'il soulèverait en tenant ces propos à « Jeune Afrique » (6/4). C'est lui qui, en abattant, durant l'été 1994, le pouvoir extrémiste hutu installé à Kigali, a mis fin à cent jours de massacres des Tutsis et Hutus modérés. Un holocauste d'une intensité inouïe : 800 000 morts durant cette période, soit 8 000 morts par jour, presque quatre fois plus que durant la Première Guerre mondiale.

Durant les vingt ans qui ont suivi les événements, le Rwanda s'est, en quelque sorte, édifié sur ce martyre. Le commémorer, mais aussi désigner des coupables, permet à Kagamé de consolider l'unité nationale. Encore plus lorsque les protestations françaises lui offrent en bonus l'instruction d'un procès en négationnisme.

Impossible, pourtant, de soutenir que les Français ont participé au massacre perpétré à la machette. Pas moins absurde de prétendre qu'ils l'ont souhaité, quelques mois après avoir préparé et coanimé les accords de paix d'Arusha (Tanzanie).

Les accents outrés de certaines protestations, la grandiloquence des propos sur l'« honneur » immaculé de la France et de son année n'en laissent pas moins songeur. Ce n'est pas un groupuscule gauchiste mais la très raisonnable mission d'information parlementaire, dirigée, en 1998, par Paul Quilès, qui décrit dans les trois années précédant le drame une « présence française à la limite de l'engagement direct ».

Arrivés en octobre 1990 avec l'opération Noroit, nos militaires ont participé à l'encadrement et à l'instruction des forces gouvernementales. En dépit de la montée menaçante, en leur sein même, du très fascisant mouvement du Hutu Power. Et des

massacres périodiques de Tutsis en diverses régions du pays, qui résonnaient comme autant de « répétitions générales ». Plusieurs observateurs français ou francophones ont alors dénoncé, dans des notes, une « **logique génocidaire** » à l'œuvre. En trois ans, rappelait la mission, près de 4 000 soldats ont été envoyés au Rwanda. Un pays auquel – de 1987 à 1993 – la France a livré pour 590 millions de francs d'armement.

Volatilisées, comme les Casques bleus onusiens, au plus fort des cent jours de tueries, nos troupes sont revenues fin juin, avec l'opération « Turquoise ». Elles ont sauvé des vies, notamment celles de nombreux génocidaires, accompagnés dans leur fuite vers le Zaïre. Elles sont aussi passées sans intervenir tout près de théâtres sanglants, comme celui de Bisesero, où les Français auraient pu sauver plus de 1 000 vies.

Reconnaître, au plus haut niveau de l'Etat en somme, les responsabilités françaises durant cette période ne conduirait pas à une « repentance », comme le souhaite Kagamé. Mais la démarche aiderait à restaurer la crédibilité tricolore dans la région des Grands Lacs. Ne serait-ce que pour calmer les ardeurs militaires, économiques et minières d'un certain Kagamé, au-delà de sa frontière avec le Congo...

J.-F. J.

09 Avril 2014

LA PASSATION

